

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative, Bâtiment A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 31/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE ARTERRIS**

Avenue du Docteur Guilhem  
Loudes  
11400 Castelnaudary

Références : 81-CRARC-2025-136  
Code AIOT : 0006804052

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE ARTERRIS implanté Route de Gaillac 81500 Lavar. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE ARTERRIS
- Route de Gaillac 81500 Lavar
- Code AIOT : 0006804052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est implanté au nord de la ville de Lavar dans une zone qui s'est urbanisée après l'installation du silo. Les premiers bâtiments recevant du public sont à environ 23 mètres et l'habitation la plus proche est à environ 24 mètres.

Toutes les cellules de stockage sont à ciel ouvert, les bardages des bâtiments sont légers et soufflables, des dispositifs de retenue sont installés côté ouest.

L'établissement s'étend sur 22 300 m<sup>2</sup> environ et emploie deux salariés permanents.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE - MESURES DE PROTECTION	Arrêté Préfectoral du 01/04/2003, article 6.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 01/04/2003, article 3.5	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Sans objet
3	PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
4	PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
5	PREVENTION DES RISQUES	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...		
6	PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Préfectoral du 01/04/2003, article 7.2	Sans objet
7	PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE - MESURES DE PROTECTION	Arrêté Préfectoral du 01/04/2003, article 7.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence 2 non conformités pour lesquelles l'exploitant dispose de 2 mois pour apporter les justificatifs des actions correctives réalisées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le silo est placé sous la responsabilité du responsable silo.</p> <p>L'exploitant a fourni les bilans individuels de formation du responsable de silo, du responsable Métiers du grain, du conducteur d'installation.</p> <p>Les deux premiers ont suivi plusieurs formations liées à la sécurité, notamment "sécurité silo/permis feu" et "sécurité incendie (extincteurs)". La périodicité de la formation sécurité silo est de 10 ans, mais peut être réduite lorsque jugé nécessaire.</p> <p>Le conducteur d'installation n'a pas encore suivi ces formations car il a été embauché en mars. Il a suivi la formation "grain" qui comprend une petite partie sécurité. Il a également reçu une</p>

<p>information générale sur la sécurité à son arrivée.</p> <p>L'exploitant indique que le conducteur d'installation fait partie des personnes identifiées pour suivre la prochaine session de formation qui aura lieu en novembre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le justificatif de formation du conducteur d'installation, dès sa réalisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : DISPOSITIONS GENERALES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents Accidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'incident sur les dernières années.</p> <p>Il présente un registre de "presque accident/accident" commun aux sites du groupe Alliance Occitane qui recense les incidents survenus sur les sites.</p> <p>Il indique que lors des réunions mensuelles des responsables métiers du grain, ces incidents sont évoqués.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils</p>

ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

#### **Constats :**

L'exploitant a fourni les rapports de contrôle des installations électriques réalisés par l'APAVE et datés du 30/08/2024 et 05/09/2025. Ces rapports comportent :

- les écarts vis-à-vis de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie ;
- les écarts concernant les équipements susceptibles d'être à l'origine d'une explosion (influence externe BE3) ;
- les écarts concernant les équipements susceptibles d'être à l'origine d'une explosion (BE3) ;
- les écarts relatifs à l'électricité statique, à l'équipotentialité et aux éventuels courants vagabonds.

Ces 2 rapports ne mentionnent aucun écart.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis la fiche d'instruction technique FIT 40328 du 15/05/2000 relative au nettoyage des silos, qui fixe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les zones à nettoyer prioritairement (tours de travail, coins reculés, enchevêtrements de tuyaux, matériels aux surfaces compliquées, surfaces soumises ou susceptibles d'être soumises à un échauffement, élévateurs, transporteurs à bande, abords des fosses de réception et intérieur des silos ;</li> <li>• les zones à nettoyer périodiquement : dessus des cellules, sommets des parois, passerelles et charpentes.</li> </ul> <p>L'instruction fixe les fréquences de nettoyage.</p> <p>L'exploitant indique qu'il réalise un nettoyage tous les 15 jours et un nettoyage profond avant et après chaque collecte d'été et d'automne. Les opérations de nettoyage sont enregistrées.</p> <p>L'installation est équipée d'une centrale d'aspiration.</p> <p>Des balais sont parfois utilisés pour nettoyer les fosses, quand les silos sont à l'arrêt.</p> <p>Le jour de l'inspection, les installations étaient propres. Les marquages au sol étaient parfaitement visibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des conditions de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos.</p> <p>Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de</p>

l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cellules sont équipées de cellules thermostatiques. Les données de températures sont transmises à l'application Javelot. Celle-ci permet de suivre et d'enregistrer les courbes de température et de transmettre des alertes, le cas échéant.</p> <p>L'exploitant a transmis la procédure PTE DU 1108 du 26/09/2003 mise à jour le 23/02/2015 relative à la procédure d'intervention en cas de point chaud ou incendie sur une cellule ainsi que l'instruction FIT 40329 relative à la ventilation. Celle-ci prévoit les modalités de ventilation en fonction des températures relevées.</p> <p>Le contrôle d'humidité est réalisé à l'arrivée des grains sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2003, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation des installations ne doit pas être possible tant que les portes de la galerie de reprise ne sont pas fermées.</p> <p>.../...</p> <p>Les mesures de protection contre l'explosion ont été réalisées conformément aux prescriptions de l'étude des dangers et de la tierce expertise effectuée par INERIS, de manière à garantir que les éventuels effets d'accidents sont contenus dans l'enceinte du site.</p> <p>.../...</p> <p>Ce sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise en place des systèmes de ferme-portes automatiques destinés à isoler la galerie de reprise, quelles que soient les circonstances d'exploitation en matière d'aération.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a permis de vérifier la présence des systèmes de ferme-portes automatiques destinés à isoler la galerie de reprise. Le fonctionnement de l'aération est asservi à la fermeture des portes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE - MESURES DE PROTECTION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2003, article 7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dysfonctionnement des appareils
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières. Ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés et</p>



<p>disposent de capteurs de température. De plus, ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.</p> <p>Les élévateurs, transporteurs ou moteurs sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Ils sont asservis au fonctionnement de l'installation et doivent être reliés à une alarme sonore et visuelle.</p> <p>Les transporteurs à courroie, transporteurs à bandes, élévateurs, etc. doivent être munis de capteurs de déport de bandes. Ces capteurs doivent arrêter l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. De plus, les transporteurs doivent être munis de contrôleurs de rotation.</p> <p>Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites est calculée de manière à assurer une vitesse supérieure pour éviter les dépôts ou bourrages.</p> <p>Les gaines d'élévateurs sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts qu'avec l'aide d'un appareil spécial prévu à cet effet. Cet appareil ne peut être utilisé que par le personnel qualifié.</p>
---

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a permis lors de la visite des installations de vérifier par sondage la présence des contrôleurs de rotation sur les élévateurs , des contacteurs de bourrage sur les transporteurs à chaîne, des trappes de visite sur les élévateurs.</p> <p>L'exploitant a présenté l'enregistrement des opérations de contrôle annuel de ces équipements. Le dernier contrôle a été effectué le 11/04/2025. L'enregistrement comporte la liste des équipements du site (élévateurs, transporteurs ) et leurs dispositifs de sécurité associés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE - MESURES DE PROTECTION

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2003, article 6.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériels de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la surface à protéger. Ces moyens doivent être au minimum les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) de 6 litres au minimum par 200 m<sup>2</sup> de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),</li> <li>• extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,</li> <li>• extincteurs à poudre (ou Equivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables,</li> <li>• une colonne sèche dans chaque tour de manutention,</li> <li>• un stockage d'au moins 500 litres de sable à proximité des cuves de carburants,</li> <li>• un réseau de robinets d'incendie armés normalisés de 20 mm permettant de battre de leur jet l'ensemble des volumes construits.</li> </ul> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisées sur les sols et bâtiments - par exemple par des pictogrammes.</p>

Les bouches, poteaux d'incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau doivent être incongelables et doivent être munies de raccords normalisés. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements doivent pouvoir être accessibles en toute circonstance.

Le réseau d'eau incendie doit être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les colonnes sèches doivent être en matériaux incombustibles. Elles doivent être prévues dans les tours de manutention et doivent être conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Tous ces moyens sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.

Deux bouches à incendie normalisées dont une privée assurent la protection de l'établissement.

#### Constats :

Le site est équipé de 17 extincteurs qui ont fait l'objet d'une vérification le 15 mai 2025.

Le site dispose d'une borne incendie ainsi que des moyens pouvant être mis à la disposition des secours :

- une borne incendie sur le 2<sup>ème</sup> site Arterris distant de 160 m de la limite de propriété ;
- une borne incendie sur le domaine public située à 140 m de la limite de propriété ;

- une réserve incendie de 554 m<sup>3</sup> derrière l'Intermarché à 60 m de la limite de propriété.

Concernant les autres moyens, l'exploitant a indiqué l'absence de colonnes sèches car "il n'y pas de tour de manutention fermée comme sur les autres silos, la manutention est sous bâtiment ouvert. Il y a une poubelle remplie de sable avec une pelle. En complément, nous avons des sacs de vermiculites (absorbant naturel) à disposition au magasin agricole situé à 100 mètres du silo".

De plus, l'exploitant précise qu'il n'y a pas de RIA : "nous avons 2 points d'eau équipés de raccord pompier aux extrémités du bâtiment".

L'inspection constate que l'étude des dangers de 2006 comporte une analyse de la conformité du site à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 qui mentionne pourtant la présence d'un RIA vers les cellules béton.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un plan des comportant le positionnement des 2 points d'eau équipés de raccord pompier aux extrémités du bâtiment.

Il justifiera l'absence du RIA mentionné dans l'étude de dangers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 9 : Pollution atmosphérique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/04/2003, article 3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des Rejets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit procéder à des mesures des émissions de poussières par un organisme agréé suivant une fréquence annuelle. Les résultats sont transmis à l'inspecteur des installations classées.

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe 1a-de l'arrêté du 2 février 1998. Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures. Cette transmission des résultats est accompagnée des commentaires sur les dépassements constatés ainsi que sur les actions correctrices prises ou envisagées.

Sont également précisées les conditions de fonctionnement de l'installation contrôlée (niveau de production, taux de charge,...).

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport du dernier contrôle réalisé le 3 mars 2023. Les résultats montrent des teneurs en poussières très faibles.

Pas de mesure réalisée en 2024, ni en 2025 pour l'instant.

L'exploitant souhaiterait que la fréquence des analyses soit réduite compte tenu des rejets très faibles constatés lors des mesures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'analyse des rejets pour l'année 2025.

S'il souhaite réduire la fréquence des mesures, il adressera à l'inspection une demande de modification justifiant de valeurs faibles sur plusieurs campagnes consécutives.

Il proposera une fréquence acceptable en précisant les mesures prévues pour garantir le bon fonctionnement des installations et la conformité des rejets dans le temps.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois